

aura d'autres restrictions même au point de renvoyer du personnel et d'en répartir à l'intérieur du ministère.

L'hon. M. Olson: Relisez la déclaration...

M. Danforth: Il est même possible que des fermes expérimentales soient abandonnées, alors que l'agriculture a besoin de toute la recherche scientifique possible afin d'introduire de nouvelles méthodes de conditionnement, de nouvelles variétés de récoltes, d'une meilleure promotion des ventes sur le marché intérieur et, d'autre part, de méthodes de concurrence nouvelles et accrues pour nous assurer des débouchés internationaux.

Le gouvernement actuel semble croire que nous sommes encore dans les années 50 ou 60. Nous parlons des années 70, d'une situation complètement nouvelle. Nous parlons non pas de libre-échange, mais de marchés organisés. Nous parlons de l'achat et de la vente de denrées alimentaires par des syndicats internationaux d'alimentation. Nous parlons de ventes non pas par des agriculteurs individuels et des groupes de commercialisation, mais par des pays. Nous parlons de distribution internationale. Or le gouvernement se précipite à l'abri en tenant un parapluie avec l'espoir que la pluie cessera. Voilà pourquoi la Chambre ne devrait avoir absolument aucune confiance dans la politique du gouvernement. Franchement, je ne comprends pas que les députés du parti gouvernemental qui viennent des régions rurales puissent encore tolérer cette façon d'aborder les problèmes agricoles. Ils s'y connaissent pourtant, ou du moins devraient savoir ce qui se passe dans cette industrie, dans leurs circonscriptions; mais ils ne se prononcent pas à la Chambre. Ils ne s'occupent pas de promouvoir des méthodes aptes à sauver cette grande industrie agricole de l'annihilation.

• (3.20 p.m.)

Qu'est-ce que le gouvernement a fini par décider après des années d'enquête, de temporisation et d'alibis? Il est arrivé à la conclusion qu'il nous faut peut-être des programmes de commercialisation et une organisation de la demande. Cette façon d'aborder le problème serait peut-être utile, mais j'ai raison de soupçonner que ce à quoi le gouvernement songe lorsqu'il parle de programmes nationaux de commercialisation et d'organisation de la demande c'est au fond de réduire la production pour répondre à la demande. Et lorsqu'il parle de demande, il ne parle pas des marchés nationaux—nous en avons fait l'amère expérience—il parle de la demande au pays qui diminue d'année en année à cause des pressions exercées par les importations

par suite de la poussée des magasins d'alimentation internationaux à succursales multiples qui achètent des aliments à vil prix partout dans le monde. C'est à cela que l'agriculture doit faire face aujourd'hui.

J'aimerais vous citer deux phrases de la publication n° 12 du Conseil de recherches en économie agricole du Canada. Elle s'intitule «L'évaluation des objectifs de l'agriculture» et son auteur est M. J. C. Gilson. Il y cite un extrait du livre récemment publié du professeur Cochrane *A City Man's Guide to the Farm Problem*. Le problème y est exposé très simplement et éloquemment, révélant où en est rendue notre fière industrie de l'agriculture aujourd'hui. Voici ce qu'on y dit:

Les cultivateurs sont irrémédiablement divisés et embrouillés devant leurs problèmes; leur puissance politique est dissipée et leur compréhension obscurcie.

A mon avis, c'est à cet état d'esprit que le gouvernement actuel a mené cette fière industrie d'autrefois. Aussi, je suis fier de proposer aujourd'hui une motion de défiance dans le gouvernement qui a enrégimenté l'industrie agricole à tel point que non seulement sa situation est celle de citoyens de second ordre, mais qu'elle s'achemine vers la destruction.

Le gouvernement parle de l'exode du petit cultivateur vers la ville, et l'encourage. Il parle des petits cultivateurs qui font \$2,500 par année comme s'ils avaient perdu le droit de cultiver la terre. Nous faisons face à une ère nouvelle. A l'avenir, beaucoup plus de cultivateurs vivront sur la terre en faisant moins de \$2,500 par année que par le passé. C'est le genre de cultivateur qui acceptera un emploi à plein temps ou à temps partiel dans la ville voisine. A cause du coût élevé de la vie et de l'inflation, il sera obligé de faire les deux. Et ce n'est pas une exception, cela devient rapidement une façon de vivre.

Dans l'intérêt de la population agricole tout entière, le gouvernement doit décider que l'on ne saurait imposer à tous les cultivateurs des mesures d'application générale. On doit reconnaître que notre pays compte trois catégories distinctes de cultivateurs pour lesquels il faut faire quelque chose. D'abord, on trouve une entité commerciale importante composée d'un certain nombre de groupes de cultivateurs qui font front commun dans le dessein d'exploiter une usine de provende, une usine de conserves alimentaires ou qui s'adonnent à l'alimentation de bovins. Voilà pour une catégorie.

Ensuite on trouve les cultivateurs qui s'adonnent à l'agriculture familiale. Ma définition d'une ferme familiale diffère peut-être de celle d'autres députés. Dans les circonstances actuelles, une ferme familiale est celle où l'on utilise à un degré optimal tous les moyens